



Arrêté n° : SL/ST/2026/ 434

Occupation du domaine public,
Interdiction de circulation,

Le mercredi 28 Octobre 2026,

ARRÊTÉ

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

VU la décision 201 du 30 Juin 2026 portant révision sur les tarifs communaux à partir du 1^{er} juillet 2026,

CONSIDERANT qu'en raison de travaux de traitement de toiture par l'entreprise **WIART & FILS**, il est nécessaire d'autoriser l'occupation du domaine public et d'interdire la circulation, au droit du 43 Rue Vieille de Paris.

ARRÊTONS

Article 1 : L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à l'entreprise **WIART & FILS**, afin d'y positionner un échafaudage, au droit du 43 Rue Vieille de Paris, le mercredi 28 Octobre 2026.

Article 2 : La circulation des véhicules de toute nature sera interdite, au droit du 43 Rue Vieille de Paris, entre le Square des Etats-Unis et la Rue des Cordeliers, le mercredi 28 Octobre 2026.

Article 3 : L'entreprise **WIART & FILS** est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.

Article 4 : Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont de 0.90€/m²/jour jusqu'au 90ème jour, de 0.70€/m²/jour jusqu'au 180ème jour, puis de 0.90€/m²/jour au-delà.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Choisissez un bloc de construction.



Fait à Senlis, le 05 OCT. 2026

Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation

Eugénie ALVES
6^{ème} Adjoint au Maire